

## L'ÉCONOMIE MALGACHE DANS L'IMPASSE ?

Mireille Razafindrakoto, François Roubaud, Jean-Michel Wachsberger

De Boeck Supérieur | « Afrique contemporaine »

2014/3 n° 251 | pages 146 à 148

ISSN 0002-0478

ISBN 9782804193249

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2014-3-page-146.htm>

Pour citer cet article :

Mireille Razafindrakoto *et al.*, « L'économie malgache dans l'impasse ? », *Afrique contemporaine* 2014/3 (n° 251), p. 146-148.

DOI 10.3917/afco.251.0146

Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

© De Boeck Supérieur. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# L'économie malgache dans l'impasse ?

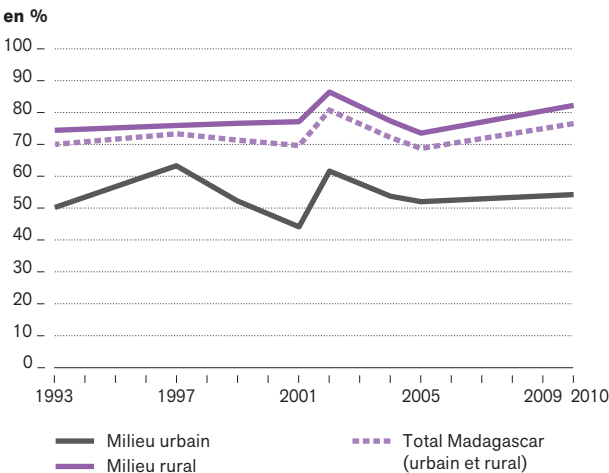
## Les répercussions du contexte macro-économique sur les conditions de vie.

L'idée d'une île ayant un potentiel économique de par ses richesses en ressources naturelles et en capital humain devrait-elle être définitivement effacée de l'imaginaire collectif ? Si l'existence de ressources à Madagascar ne peut être niée, elle se conjugue avec une autre réalité : le désastre de ses performances économiques sur longue période. La mise en perspective de la trajectoire avec celle d'autres pays fait ressortir sa singularité. Selon les données compilées par la Banque mondiale (2014), le PIB en valeur par tête était estimé à 132 dollars en 1960. Il atteignait 470 dollars en 2013. Dans le même temps, le PIB par tête de l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, parti d'un niveau équivalent (131), passait à 1 700 dollars, soit 3,6 fois supérieurs à celui de Madagascar en 2013. Pourtant, l'Afrique est loin de s'être montrée particulièrement performante. L'Asie de l'Est et le Pacifique, plus pauvre de 30 % en début

de période avec 90 dollars, étaient douze fois plus riches que Madagascar en 2013, avec un PIB par tête moyen de 5 690 dollars. À l'instar de nombreux pays en développement, Madagascar a pourtant expérimenté différentes options économiques : de la politique de substitution aux importations durant les années 1970, à une phase d'investissement public « à outrance » à la fin de cette même décennie, suivie de l'ajustement structurel au milieu des années 1980, puis à l'ouverture extérieure en misant sur une croissance tirée par les exportations dans les années 1990, enfin à la mise en œuvre d'une stratégie mettant l'accent sur la lutte contre la pauvreté à partir des années 2000. Ces choix n'ont pas été neutres puisqu'on a pu constater, d'une part, la possibilité d'une dynamique vertueuse enclenchée par une hausse de la demande intérieure (fin des années 1980 et 1990), notamment grâce à une amélioration du pouvoir d'achat et, d'autre part, les effets néfastes d'une restriction

## Madagascar, un milieu rural durement touché par la pauvreté

### Évolution du taux de pauvreté par milieu (1993-2010)



Sources : INSTAT/DSM/EPM 1993, 1997, 1999, 2001, 2002, 2004, 2005, 2010.

Édographie, 02/2015.

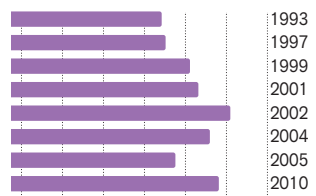
## Madagascar, hétérogénéité des provinces face à la pauvreté

### Évolution du taux de pauvreté par province (1993 à 2010)

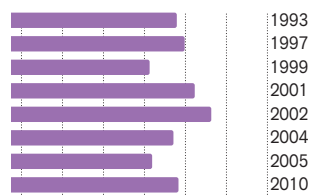
#### Antananarivo



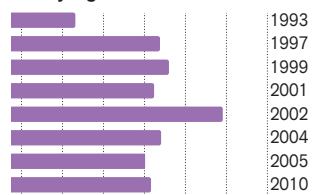
#### Fianarantsoa



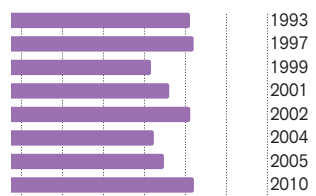
#### Toamasina



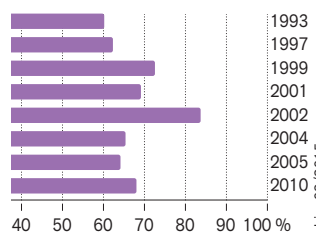
#### Mahajanga



#### Toliara



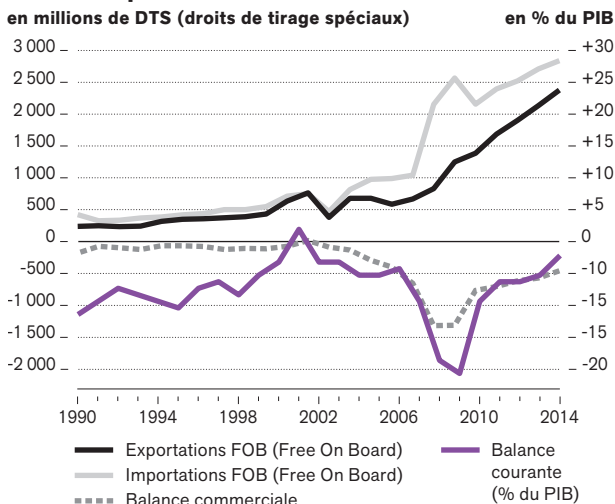
#### Antsiranana



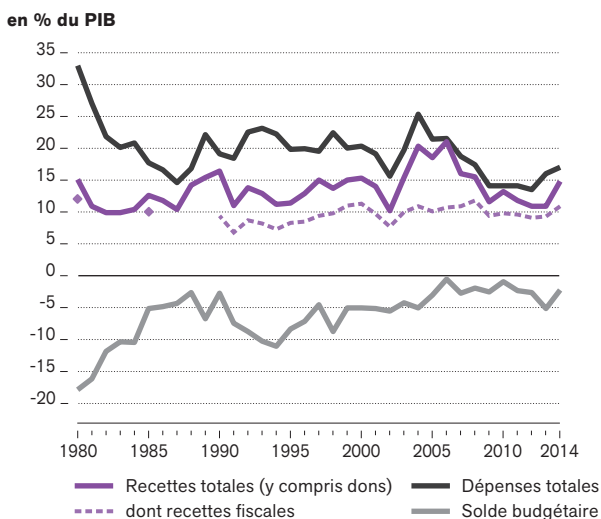
Sources : INSTAT/DSM/EPM 1993, 1997, 1999, 2001, 2002, 2004, 2005, 2010.

Édographie, 02/2015.

## Échanges extérieurs et finances publiques Des déséquilibres structurels



Sources : INSTAT, World Economic Outlook Database, FMI, 2014.



Sources : INSTAT, ministère des Finances, World Economic Outlook Database, FMI, 2014.

Édographie, 02/2015.

des dépenses publiques (durant l'ajustement structurel). Toutefois, aucune de ces stratégies n'a permis d'infléchir de façon pérenne la trajectoire involutive de l'économie malgache : les crises politiques récurrentes – qui résultent au moins en partie de facteurs économiques, dont l'importance des inégalités –

ont œuvré comme des forces de rappel ramenant l'économie malgache à chaque période à son point de départ, voire à un niveau plus bas. Ce processus interroge sur les conditions requises pour une croissance équilibrée donc durable.

La stagnation globale de principaux agrégats économiques

dans un contexte d'accroissement démographique, d'instabilité politique chronique au niveau national et de crise et de concurrence accrue à l'échelle mondiale se traduit inexorablement par une dégradation des conditions de vie de la population. L'analyse des données des comptes nationaux et de différentes enquêtes auprès des ménages souligne la baisse du niveau de vie des Malgaches depuis l'indépendance (Razafindrakoto *et al.*, 2013). Ainsi, si on peut estimer l'incidence de la pauvreté à moins de 50 % au niveau national à la fin des années 1970, elle est de 76,5 % en 2010<sup>1</sup>. La consommation urbaine par tête était en 2005 moitié moindre qu'en 1962. Corrélativement, le taux de pauvreté monétaire urbain a explosé : estimé à 22 % en début de période, il atteignait plus du double en 2010 (54 %). La pauvreté touche aujourd'hui toutes les régions même si les populations rurales et celles des provinces de Fianarantsoa et de Toliara se révèlent les plus affectées (voir tableau). Sachant que les ménages tirent la majeure, voire la totalité, de leur revenu de leurs activités, les conditions qui prévalent sur le marché du travail sont déterminantes. La prédominance des emplois dans le secteur informel (75,3 % dans les entreprises informelles agricoles et 17,7 % dans les entreprises informelles non agricoles d'après les données de l'ENEMPSI 2012), secteur qui se caractérise par sa précarité, illustre les difficultés auxquelles la population doit faire face. Le secteur formel compte tenu de sa taille limitée ne peut, à court ou moyen terme, absorber les jeunes qui arrivent sur le marché du travail chaque année. Ainsi, on observe que l'évolution des conditions de vie de la population est intimement liée à la conjoncture économique, et de manière réciproque, aucune

évolution macro-économique significative et durable ne peut avoir lieu si elle exclut une large part de la population.

### Une dynamique entravée par des contraintes et déséquilibres structurels.

La diversification des exportations malgaches depuis la fin des années 1980 constitue un phénomène qui mérite d'être souligné. En plus des produits d'exportation traditionnels, Madagascar a su se positionner sur des créneaux porteurs : la part des produits manufacturés de la zone franche atteignait plus de 45 % des exportations en 2001 (Cling *et al.*, 2005), pour s'y maintenir jusqu'à la crise de 2008-2009. Mais, malgré cette dynamique, Madagascar a toujours été confronté au déficit structurel de ses échanges extérieurs. Ni l'instauration d'un taux de change flottant et d'un marché interbancaire des devises en 1994, censée permettre de régler de façon quasi-automatique les déséquilibres entre les recettes et les paiements extérieurs, ni les performances à l'exportation, insuffisantes pour compenser la forte montée des importations, ni les recettes touristiques encore limitées, n'ont permis de résoudre le déséquilibre chronique de la balance courante.

Un autre déficit structurel, celui des finances publiques, pèse depuis des décennies sur l'économie malgache sans que les autorités n'aient trouvé les moyens d'y remédier en dehors des mesures de restrictions budgétaires. Ce déficit est essentiellement dû à la faiblesse endémique des recettes fiscales : la pression fiscale, inférieure à 10 % en 2013, est l'une des plus faibles d'Afrique subsaharienne (FMI, 2014). Elle n'a pas varié depuis le début des années 1980,

en dépit des multiples réformes fiscal-douanières et des déclarations enthousiastes quant à leur impact attendu. Pourtant, le financement des dépenses sociales et d'infrastructures indispensables au développement du pays en dépend.

Enfin, le secteur agricole, qui représente toujours 30 % du PIB et 75 % de l'emploi au niveau national, et qui conditionne l'amélioration du niveau de vie de la population rurale, se caractérise par sa performance globalement médiocre. Si ce résultat est imputable en partie à sa forte dépendance aux aléas naturels (pluviométrie, cyclones, invasion acridienne), il est également dû à des problèmes liés à l'enclavement, à l'atomisation des petites exploitations agricoles qui, en l'absence de structures d'appui et d'encadrement, ne peuvent accroître leur productivité.

De manière générale, compte tenu de la taille du pays et de la structure de son économie, les autorités doivent relever un redoutable défi : celui de trouver les moyens d'articuler les activités dans les villes avec celles des campagnes, celles de la capitale avec le reste du pays, les secteurs porteurs de dynamique avec ceux atones ou à la marge de l'économie comme l'informel. L'enjeu est double, car il s'agit aussi bien d'éviter le creusement des inégalités et remédier aux fractures géographiques que de créer des effets d'entraînement susceptibles d'enclencher un cercle vertueux pour l'économie. En conclusion, aucun des signes de la transformation structurelle indispensable à l'amélioration des conditions de vie des Malgaches, et que d'aucuns annoncent en Afrique continentale depuis une décennie, n'est actuellement en vue. L'État devant jouer un rôle majeur, il convient de remédier à ses défaillances qui ont largement

contribué à la dégradation continue de l'économie et de mettre en œuvre un processus de décentralisation effective qui ouvrirait de nouvelles perspectives.

**Mireille Razafindrakoto,  
François Roubaud  
et Jean-Michel Wachsberger<sup>2</sup>**

**1.** Le taux de pauvreté est calculé en fixant un seuil correspondant à la consommation d'un panier de biens (alimentaires et non alimentaires) jugés essentiels. Pour le panier alimentaire, on considère une consommation minimale de 2 133 calories par personne, équivalent adulte, par jour. En 2010, le seuil est estimé à 468 800 Ariary/personne/an, aux prix de la capitale.

**2.** Mireille Razafindrakoto est directrice de recherche à l'IRD-DIAL. François Roubaud est directeur de recherche à l'IRD-DIAL. Jean-Michel Wachsberger est maître de conférence en sociologie à l'université de Lille 3.

### Bibliographie

**Banque mondiale** (2014), *Indicateurs du développement dans le monde*.

**Cling, J.-P., Razafindrakoto, M., Roubaud, F.** (2005), "Export Processing Zones in Madagascar. A Success Story under Threat?", *World Development*, vol. XXXIII, n° 5, p. 785-803.

**FMI** (2014), « Rapport des services du FMI dans le cadre de la demande de décaissement au titre de la facilité de crédit rapide », rapport n° 14/181.

**INSTAT** (2013), « Enquête nationale sur l'emploi et le secteur informel. ENEMPSI 2012 », PNUD, BIT, DIAL, INSTAT, novembre.

**Razafindrakoto, M., Roubaud, F., Wachsberger, J.-M.** (2013), « Gouvernance, institutions et croissance de long terme : l'énigme et le paradoxe », document de travail DIAL, n° 2013.